

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	55	20

N° de la séance : 33

Objet de la délibération : Direction du Patrimoine - Mise à disposition de services d'assistance à Maitrise d'ouvrage - Convention Cadre

- Original
  - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.132

Date de la convocation :  
**Le 03/10/2017**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **20 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture  
en date du **20 OCT. 2017**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 09 octobre 2017**

L'an deux mil dix-sept et le 09 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Matthieu GILLI

**PROCURATIONS :**

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Richard THIERY à Gérald LOMBARDO, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Michel VIANO à Henri GANNARD

**ABSENTS :**

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Angèle MURATORI, Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE, Patrick CHAGNEAU, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Khéra BADAoui, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Matthieu GILLI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**Monsieur BAGARIA,**

La loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, a donné une impulsion supplémentaire à l'intégration des relations entre les communes et les groupements qu'elles ont constitués. L'article L.5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par cette loi, prévoit que « les services d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services ».

La loi invite alors les communes intéressées et l'EPCI à fixer par le biais d'une convention les modalités de cette mise à disposition ainsi que les conditions financières.

La C.A.S.A est composée de 24 communes fortement contrastées tant au niveau démographique qu'économique. Certaines communes membres de la C.A.S.A ne disposent pas de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage leur permettant de mener à bien leurs projets.

Ainsi, un projet de convention cadre, joint en annexe à la présente, a été élaboré afin de mettre à disposition des communes qui le souhaitent le Service Conduite d'Opérations de la C.A.S.A nécessaire à la réalisation de missions d'assistances à maîtrise d'ouvrage. Cette convention cadre définit les conditions de cette mise à disposition du Service Conduite d'Opérations de la C.A.S.A concernant les différents types de missions ainsi que les modalités financières.

A l'issue de l'adoption de la convention cadre, des conventions subséquentes de mise à disposition du Service Conduite d'Opérations pourront être conclues entre la C.A.S.A et la commune selon la définition, la faisabilité et la réalisation du projet envisagé par la Commune.

Vu l'avis favorable du Comité technique réuni le 2 octobre 2017,

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention cadre ;
- d'approuver la convention subséquent pré-opérationnelle, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la convention subséquent opérationnelle, dont le projet est joint en annexe ;
- de déléguer au Bureau Communautaire l'adoption des conventions subséquentes en fonction des projets qui seront réalisés.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention cadre ;
- d'approuver la convention subséquente pré-opérationnelle, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la convention subséquente opérationnelle, dont le projet est joint en annexe ;
- de déléguer au Bureau Communautaire l'adoption des conventions subséquentes en fonction des projets qui seront réalisés.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 09 octobre 2017  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



**CONVENTION-CADRE DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES  
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE  
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE  
.....**

**Entre les soussignées**

**D'une part,**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A.** dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par son président Monsieur Jean LEONETTI conformément à la délibération du Conseil Communautaire n° ..... en date du 9 octobre 2017,  
Dénommée ci-après « **La C.A.S.A** »,

**Et**

**D'autre part, la Commune de .....**, membre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du .....  
Dénommée ci-après « **la Commune** »,

**Exposé préalable**

La loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, a donné une impulsion supplémentaire à l'intégration des relations entre les communes et les groupements qu'elles ont constitués. L'article L.5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par cette loi, prévoit en effet que « les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services ».

La loi invite alors les communes intéressées et l'EPCI à fixer par le biais d'une convention les modalités de cette mise à disposition ainsi que les conditions financières.

L'objet de la présente convention-cadre est de fixer les conditions générales de la mise à disposition du Service Conduite d'Opérations de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis vers les Communes membres. Ainsi que son appellation l'indique, elle constitue le cadre dans lequel se concluront et

s'exécuteront des conventions subséquentes de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

**Il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet**

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 2 octobre 2017, la C.A.S.A met à disposition de la commune de..... le(s) service(s) ou partie(s) de service(s) nécessaire(s) à l'exercice de(s) compétence(s) qui lui sont (est) dévolue(s).

Ainsi, en application des dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Service Conduite d'Opérations (CO) de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis peut être mis à disposition de la Commune de ....., pour l'exercice de ses compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. Il est retenu que cette mise à disposition du Service CO est partielle.

La Commune doit établir que la mission objet de la convention relève de ses compétences. En cas de transfert de la compétence ou de l'ouvrage faisant l'objet de la mission en cours d'exécution de celle-ci, la convention de mise à disposition de service prend automatiquement fin. La Commune procède alors au règlement des frais arrêtés à la date du transfert.

A l'issue de l'adoption de la convention cadre, des conventions subséquentes de mise à disposition du Service Conduite d'Opérations pourront être conclues entre la C.A.S.A et la commune selon la définition, la faisabilité et réalisation du projet envisagé par la Commune.

La C.A.S.A et la Commune établiront dans le corps de la convention subséquente que la mise à disposition de services communautaires présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

### **Article 2 - Nomenclature des missions**

Le service concerné par la mise à disposition est le service Conduite d'opérations (CO) de la Direction du Patrimoine de la C.A.S.A.

Cette mise à disposition concerne trois (3) agents territoriaux, dont la liste est jointe en annexe à la présente.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service. Dans ce cadre, les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la C.A.S.A, même s'ils sont mis à la disposition de la Commune.

La structure du service de CO mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

Ainsi, en application de la présente convention, la C.A.S.A mettra à disposition de la Commune de ....., les compétences du Service Conduite d'Opérations nécessaires à la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui seront clairement définies dans le cadre de conventions subséquentes.

La notion de mission renvoie à la fois à la durée limitée et au caractère non récurrent de l'opération projetée. Ces deux paramètres seront clairement énoncés dans le cadre de la convention subséquente qui régit l'opération projetée.

Le choix des missions confiées au Service Conduite d'Opérations est effectué dans le cadre de chaque convention subséquente. L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les six types de missions suivantes :

▪ Type A	DIAGNOSTIC
▪ Type B	FAISABILITE
▪ Type C	PROGRAMMATION
▪ Type D	ASSISTANCE TECHNIQUE EN PHASE ETUDES
▪ Type E	ASSISTANCE TECHNIQUE EN PHASE TRAVAUX
▪ Type F	ASSISTANCE TECHNIQUE EN PHASE RECEPTION

Les missions confiées sont soit réalisées en interne par le biais des compétences du Service Conduite d'Opérations, soit par le biais d'un ou plusieurs prestataire(s) intellectuel(s) extérieur(s) directement missionné(s) par la Commune. Ces conditions doivent être clairement énoncées dans le cadre de chaque convention subséquente et pour chacune des missions confiées. Le Service Conduite d'Opérations effectue alors un contrôle du ou des AMO(s) mandaté(s), pour ensuite émettre auprès de la Commune des avis quant aux actions à mener. En aucun cas le Service Conduite d'Opérations ne peut se substituer à la Commune et traiter en direct avec le ou les prestataire(s) extérieur(s) missionné(s) par la Commune.

### **Définition de chaque mission:**

Pour les missions A, B et C, lorsqu'elles sont confiées à des prestataires extérieurs tels que AMO programmiste, bureau d'étude géotechnique, CT, CSPA, etc., le suivi des situations est inclus dans la mission de mise à disposition de compétences objet de la présente convention.

En revanche, ce suivi des situations est optionnel pour les missions de types D, E et F.

Le suivi des situations consiste à émettre un avis favorable ou défavorable au paiement d'une prestation que la Commune se réserve le droit de suivre ou non.

### **TYPE A : DIAGNOSTIC**

*A1 – Diagnostics bâtiment* : rédaction des pièces nécessaires à la consultation de prestataires extérieurs, proposition des diagnostics à réaliser (réglementaires et/ou nécessaires à l'opération). Echanges avec les prestataires et participations aux éventuelles visites in-situ.

*A2 – Relevé topographique* : rédaction des pièces nécessaires à la consultation d'un géomètre, échanges d'informations avec lui et participations aux éventuelles visites in-situ.

*A3 – Sondages géotechniques* : rédaction des pièces nécessaires à la consultation de prestataires extérieurs, proposition des prestations à réaliser (réglementaires et/ou nécessaires à l'opération). Echanges avec le/les prestataires et participations aux éventuelles visites in-situ.

### **TYPE B : FAISABILITE**

*B1 – Définition globale des besoins* : analyse et reformulation de la demande. Interrogation sur l'origine de la demande afin d'en développer et étendre le contenu si besoin. Discussion avec les usagers ou toutes les personnes concernées par le projet.

*B2 – Analyse réglementaire* : définition du cadre réglementaire de l'opération, en matière d'hygiène, de santé, de construction, de règles d'urbanisme, de réception du public, d'environnement, du code du travail, etc.

*B3 – Estimation financière de l'opération* : sur la base des marchés CASA et des opérations déjà menées, estimation financière de l'opération en fonction des éléments présents. Cette estimation est une enveloppe globale, toutes dépenses confondues, dont la précision est de l'ordre de  $\pm 10\%$ .

*B4 – Rapport de faisabilité* : il permet de donner une vision complète de la faisabilité d'une opération. Les missions B1 à B3 sont donc nécessaires pour réaliser la mission B4.

### **TYPE C : PROGRAMMATION**

*C1 – Analyse du besoin et des contraintes* : analyse de la demande. Interrogation sur l'origine de la demande afin d'en développer et étendre le contenu si besoin. Discussion avec les usagers ou toutes les personnes concernées par le projet. Reformulation précise du besoin. Analyse du contexte et de ses contraintes (règlementaires, urbaines, économiques, sociales, etc.).

*C2 – Faisabilité spatiale et fonctionnelle* : complémentarément à la mission B4, au regard des éléments plus précis détenus dans le cadre de la phase de Programmation.

*C3 – Estimation financière de l'opération* : sur la base des marchés CASA et des opérations déjà menées, estimation financière de l'opération en fonction des éléments présents. Cette estimation est une enveloppe globale, toutes dépenses confondues, dont la précision est de l'ordre de  $\pm 5\%$ .

*C4 – Proposition de montage d'opération* : choix du type de procédure.

*C5 – Rédaction des cahiers des charges AMO, MOE, CT, CSPS, etc.* : rédaction effectuées à la lumière des missions C1 à C4. Les missions C1 à C4 sont donc nécessaires pour réaliser la mission C5.

#### **TYPE D : ASSISTANCE TECHNIQUE EN PHASE ETUDES**

*D1 – Rédaction prestations intellectuelles* : rédaction des pièces administratives nécessaires à la consultation de prestations intellectuelles. Choix de procédures.

*D2 – Analyse des candidatures et proposition d'une liste de retenus* : valable dans le cas d'un concours ou MAPA restreint avec sélection des candidatures. Remise d'un rapport d'analyse des candidatures (RAC).

*D3 – Analyse des offres de prestations intellectuelles* : analyses des offres avec remise d'un rapport d'analyse des offres (RAO).

*D4 – Réunion de lancement MOA/MOE* : aide à l'organisation de la réunion de lancement MOA/MOE.

*D5 – Analyse des rendus MOE de phases (APS à ACT)* : analyse des pièces écrites et graphiques avec remise d'un rapport à chaque rendu de phase. Avis quant au passage à la phase suivante.

*D6 – Ordres de Service* : aide à la rédaction des Ordres de Services.

*D7 – Situations MOE* : vérification des situations de la Maîtrise d'œuvre avant paiement.

*D8 – Situations AMO* : vérification des situations de l'ensemble des Assistants à Maîtrise d'Ouvrage avant paiement.

#### **TYPE E : ASSISTANCE TECHNIQUE EN PHASE TRAVAUX**

*E1a – AMO technique travaux* : aucun lien direct avec MOE. Rôle d'expertise et de conseil sur un point technique spécifique et défini dans le cadre des conventions subséquentes. Interventions limitées et ponctuelles : nombre à définir dans le cadre des conventions subséquentes.

*E1b – AMO complète travaux* : lien direct avec MOE. Représentation de la Commune tout au long des travaux : une réunion hebdomadaire sur chantier, une seconde avec la Commune afin d'effectuer un suivi régulier de la mission et de l'avancée de l'opération.

*E2 – Situations MOE* : vérification des situations de la Maîtrise d'œuvre avant paiement.

*E3 – Situations AMO* : vérification des situations de l'ensemble des Assistants à Maîtrise d'Ouvrage avant paiement.

*E4 – Situations TRAVAUX* : vérification des situations de l'ensemble des entreprises, validées du MOE. Avis avant paiement.

#### **TYPE F : ASSISTANCE TECHNIQUE EN PHASE RECEPTION**

*F1 – Visite préalable* : participation à la visite préalable en phase de pré-ouverture avec vérification de la complétude du dossier (CT, SSL, etc.).

*F2 – Visite Commissions* : assistance et participation à la visite des commissions incendie et accessibilité.

*F3a – AMO technique* : avis et assistance sur des points spécifiques des OPR et de la Réception.

*F3b – AMO complète* : avis et assistance global sur les OPR et la Réception.

*F4 – DGD et RG* : traitement des DGD et RG.

### **Article 3 - Modalités d'exécution des missions**

La mission commence dès que la convention de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été signée entre les parties, après avoir été transmise au contrôle de légalité.

#### **Article 3.1 - Prérogatives et obligations de la collectivité d'accueil**

##### **Article 3.1.1 - Instructions données au service mis à disposition**

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la commune pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du maire de la commune, représentant du maître de l'ouvrage. Il est désigné un chef de mission, référent du service ou de la partie de service mis à disposition.

Ce dernier adresse directement au responsable du service les instructions nécessaires à l'exécution des tâches, qu'il contrôle.

Le Président de la C.A.S.A demeure toutefois l'autorité hiérarchique des agents mis à disposition, et continue de gérer leur situation administrative (position statutaire et déroulement de carrière). Le président de la C.A.S.A, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce également le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la commune.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la C.A.S.A.

La liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par cette situation figure en Annexe de la présente convention.

##### **Article 3.1.2 - Conditions matérielles d'exécution de la mission**

Les conditions d'exercice des fonctions mises à disposition au sein de la commune sont établies par cette dernière. Egalement, lorsque la mission est assurée au sein des locaux de la collectivité d'accueil, celle-ci met à disposition tous les moyens matériels nécessaires à son exécution.

Toutefois, les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la C.A.S.A, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels, congés pour indisponibilité physique et en informe la commune qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite. Par ailleurs, la C.A.S.A délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la Commune si ces décisions ont un impact substantiel sur celle-ci.

La C.A.S.A verse aux agents concernés par la mise à disposition la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement et le cas échéant supplément familial de traitement, indemnité de résidences, primes et indemnités diverses).

#### **Article 3.2 - Dispositif de suivi de l'exécution de la mission**

Un suivi contradictoire de l'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage est assuré, dans les conditions prévues par ladite convention, par le service mis à disposition et la commune.

A cet effet, le chef de mission remet au représentant de la commune un tableau retraçant le temps de travail consacré (à titre informatif) et la nature des missions accomplies, conformes à la description détaillée conventionnellement.



La reconnaissance du service fait permet à la C.A.S.A d'émettre un titre de recettes correspondant aux missions réalisées par le Service Conduite d'Opérations.

#### **Article 4 - Modalités financières**

La convention de mise à disposition du Service Conduite d'Opérations pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage présente en détail :

- le contenu de la mission
- le service ou la partie de service chargé de son exécution
- le nombre et la qualification des agents intervenants dans ce cadre
- les éventuels moyens matériels spécifiques apportés par le service et frais engagés par la C.A.S.A

Le coût de la mise à disposition du Service Conduite d'Opérations est établi à partir du coût horaire de chaque agent auquel s'ajoute le montant forfaitaire de 10% pour les frais fixes de fonctionnement afférents aux missions.

Ce coût horaire est établi comme suit :

- 33€/heure pour un agent de catégorie A
- 22€/heure pour un agent de catégorie B
- 16.50€/heure pour un agent de catégorie C

Ce montant forfaitaire sera revalorisé par l'application au prix initial d'un coefficient C de révision des prix au premier janvier de chaque année civile, donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

*Im et Io sont les valeurs prises de l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).*

Sur cette base, la convention de mise à disposition de service en assistance à maîtrise d'ouvrage mentionne expressément le coût estimatif de la mission.

Le paiement est effectué à l'issue de chaque phase de la mission, telle qu'identifiée conventionnellement, suite à l'émission d'un titre de recettes par la C.A.S.A dans un délai de trente (30) jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

#### **Article 5 - Modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage**

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et conditions financières.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la commune acceptée expressément par la C.A.S.A.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre (4) mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la commune acceptée expressément par la C.A.S.A.

Lorsque cesse la présente mise à disposition, les fonctionnaires, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, reçoivent une affectation dans l'un des

emplois que leur grade leur donne vocation à occuper. S'agissant des agents non titulaires de droit public, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, ils font l'objet d'une recherche de reclassement dans la limite de leur engagement en cours.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition sont automatiquement transférés à la commune pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la communauté, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

#### **Article 6 - Durée et application de la présente convention cadre**

La présente convention est prévue pour une durée d'un an, à compter de l'accomplissement de toutes les formalités de publication légales et réglementaires. Elle pourra être renouvelée, par reconduction expresse. Cette convention étant une convention cadre, chaque Commune membre de la C.A.S.A est libre d'y adhérer à tout moment, dès lors que les dispositions du présent article sont respectées.

Cette convention pourra être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties. Elle pourra également être dénoncée par les parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de la signature de la présente convention.

La sortie de la Commune de la C.A.S.A en cours d'exécution de la convention cadre et de sa convention d'application entraîne automatiquement leur résiliation.

#### **Article 7 - Responsabilités et Assurance**

La Commune doit souscrire une ou plusieurs police(s) d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de la C.A.S.A pendant toute la durée de la présente convention cadre et couvrant la réalisation de l'ensemble des missions visées ci-avant.

A ce titre, une ou plusieurs attestation(s) d'assurance est (sont) transmise(s) par la Commune dans les quinze (15) jours suivant le début d'exécution de la présente convention.

Enfin, il est convenu d'un commun accord qu'en cas de dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres, la responsabilité du Service Conduite d'Opérations et/ou la responsabilité individuelle de chaque agent le composant ne pourra pas être engagée.

En effet, la Commune restant responsable, tous les dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres résultant des actions réalisées dans le cadre de la présente convention-cadre seront pris en charge par son ou ses assurance(s).

**Article 8 : Juridiction compétente en cas de litige**

Les parties conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliation.

A défaut de conciliation, les litiges sont soumis au Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux (2) exemplaires

Sophia Antipolis, le

**Le Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Le Maire de la Commune de**

**Jean LEONETTI**

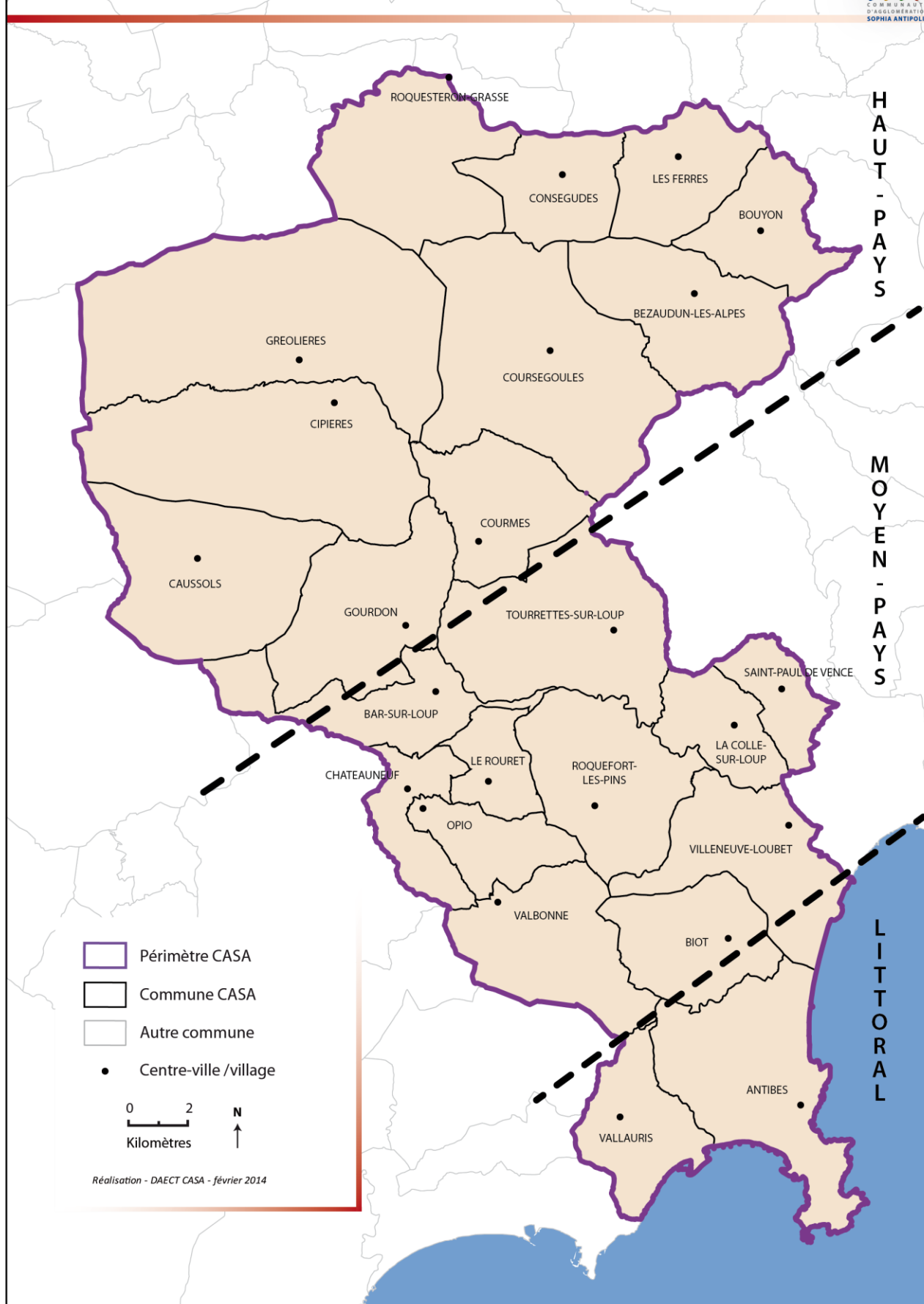
**Annexe n° 1 à la convention – Liste du personnel concerné par la mise à disposition**

**Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Direction du Patrimoine Service Conduite d'Opérations**

<b>Fonctions</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Cadre d'emploi</b>	<b>Temps de travail à l'agent</b>	<b>% de temps affecté à la mise à disposition</b>
Responsable de service	A	Ingénieur territorial	38h45	20%
Chargé de projet <i>En cours de recrutement</i>	A	Ingénieur territorial	38h45	20%
Dessinateur CAO/DAO/ Géomatique	B	Technicien territorial	38h45	20%

# LE TERRITOIRE DE LA CASA







**S1 - CONVENTION SUBSEQUENTE PRE-OPERATIONNELLE  
DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE  
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE  
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE  
..... POUR.....**

**Liminaire :**

La Commune de ..... ayant approuvé par délibération en date du XX la Convention-cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°..... en date du 9 octobre 2017,

**Exposé des motifs :**

La Commune de ..... souhaite .....OBJET DU PROJET.....

La Commune de ..... ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet ; en revanche, le Service Conduite d'Opérations (CO) de la C.A.S.A emploie des fonctionnaires territoriaux à même de répondre au besoin de ma Commune.

La mise à disposition du service CO de la C.A.S.A à la Commune de ..... présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

**Entre :**

D'une part,

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A.**, dite « établissement d'origine » dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par son président Monsieur Jean LEONETTI conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° ..... en date du ,

Et d'autre part,

**La Commune de .....**, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur ....., agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du .....

## Article 1 - Objet

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 2 octobre 2017, l'avis du comité technique de la commune en date du ....., la C.A.S.A met à disposition de la commune de..... le(s) service(s) ou partie(s) de service(s) nécessaire(s) à l'exercice de(s) compétence(s) qui lui sont (est) dévolue(s).

La Commune de ..... souhaite .....OBJET DU PROJET.....  
(ERP Type ....., de X<sup>ème</sup> catégorie)

Le bâtiment doit être conforme aux diverses exigences réglementaires (Sécurité, Accessibilité, RT 2012, ERT et ERP, Sismicité...). Il doit également être adapté aux usagers et aux gestionnaires.

Il est conclu, en application des III et IV de l'article L.5211-4-1 du C.G.C.T et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la C.A.S.A auprès de la Commune de ..... pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération pour la/les phase(s) DIAG, FAISA, PROG, ETUDES, TRAVAUX, RECEPTION.

## Article 2 - Etendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes (cocher dans la case choix) :

TYPE	DESIGNATION DE LA MISSION	CHOIX	TEMPS PREVISIONNEL			COUT TOTAL
			A	B	C	
<b>A</b>	<b>DIAGNOSTIC</b>					
A1	Diagnostics bâtiment : amiante, plomb, électrique, gaz, pollution des sols, thermique, etc.					
A2	Relevé topographique					
A3	Sondages géotechniques					
<b>B</b>	<b>FAISABILITE technique, réglementaire et financière</b>					
B1	Définition globale des besoins					
B2	Analyse réglementaire					
B3	Estimation financière de l'opération					
B4	Rapport de faisabilité					
<b>C</b>	<b>PROGRAMMATION</b>					
	Analyse du besoin et des contraintes					
	Faisabilité spatiale et fonctionnelle, complémentirement à la mission B4					
	Estimation financière de l'opération					
	Proposition de montage d'opération					
						<b>SOUS-TOTAL</b>
						<b>MAJORATION 10%</b>
						<b>COÛT TOTAL</b>

NB : Coûts exprimés en € TTC suivant l'article 5 de la convention cadre. Les missions E1a et E1b ne peuvent pas être choisies simultanément. Il en est de même pour les missions F3a et F3b. Les marchés passés dans le cadre des missions listées ci-dessus le seront entre la « collectivité d'accueil » et les prestataires extérieurs concernés.

### **Article 3 - Composition du service mis à disposition**

En application de la présente convention, la C.A.S.A met à disposition de la Commune de ..... tous les moyens nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier ...QUALIFICATION ET NOMBRE AGENTS..., du Service Conduite d'Opérations.

Le Service Conduite d'Opérations pourra solliciter les autres services de la C.A.S.A pour leurs expertises sur des problématiques spécifiques, d'ordre technique ou non, telles que les énergies renouvelables, la CVC, etc.

### **Article 4 – Modalités de paiement des frais de fonctionnement du service**

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour .....OBJET DU PROJET..... mobilisera le Service Conduite d'Opérations mis à disposition, pour la durée de l'opération, soit ..... mois/années/jours à compter de la date de la présente convention.

**Le montant prévisionnel des frais de fonctionnement est estimé à ..... €, soit .....EN TOUTES LETTRES....., représentant 10% du coût global prévisionnel selon les dispositions de l'article 4 de la convention cadre.**

Le paiement est effectué à l'issue de chacune des phases définies à l'article 2, suite à l'émission d'un titre de recettes à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

### **Article 5 - Modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage**

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de paiement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de XXXX mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

### **Article 6 - Juridiction compétente en cas de litige**

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nice.

**Article 7 : Responsabilités et Assurance**

La Commune doit souscrire une ou plusieurs police(s) d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de la C.A.S.A pendant toute la durée de la présente convention cadre et couvrant la réalisation de l'ensemble des missions visées ci-avant.

A ce titre, une ou plusieurs attestation(s) d'assurance est (sont) transmise(s) par la Commune dans les quinze (15) jours suivant le début d'exécution de la présente convention.

Enfin, il est convenu d'un commun accord qu'en cas de dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres, la responsabilité du Service C.O et/ou la responsabilité individuelle de chaque agent le composant ne pourra être engagée.

En effet, la Commune restant responsable, tous les dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres résultant des actions réalisées dans le cadre de la présente convention-cadre seront pris en charge par son ou ses assurance(s).

Fait en deux (2) exemplaires

Sophia Antipolis, le

**Le Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Le Maire de la Commune de**

**Jean LEONETTI**



**S2 - CONVENTION SUBSEQUENTE OPERATIONNELLE  
DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE  
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE  
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE  
..... POUR.....**

**Liminaire :**

La Commune de ..... ayant approuvé par délibération en date du XX la Convention-cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°..... en date du 9 octobre 2017,

**Exposé des motifs :**

La Commune de ..... souhaite .....OBJET DU PROJET.....

La Commune de ..... ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet ; en revanche, le Service Conduite d'Opérations (CO) de la C.A.S.A emploie des fonctionnaires territoriaux à même de répondre au besoin de ma Commune.

La mise à disposition du service CO de la C.A.S.A à la Commune de ..... présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

**Entre :**

D'une part,

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A.**, dite « établissement d'origine » dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par son président Monsieur Jean LEONETTI conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° ..... en date du  
,

Et d'autre part,

**La Commune de .....**, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur ....., agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du .....



## Article 1 - Objet

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 2 octobre 2017, l'avis du comité technique de la commune en date du ....., la C.A.S.A met à disposition de la commune de..... le(s) service(s) ou partie(s) de service(s) nécessaire(s) à l'exercice de(s) compétence(s) qui lui sont (est) dévolue(s).

La Commune de ..... souhaite .....OBJET DU PROJET.....  
(ERP Type ....., de X<sup>ème</sup> catégorie)

Le bâtiment doit être conforme aux diverses exigences réglementaires (Sécurité, Accessibilité, RT 2012, ERT et ERP, Sismicité...). Il doit également être adapté aux usagers et aux gestionnaires.

Il est conclu, en application des III et IV de l'article L.5211-4-1 du C.G.C.T et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la C.A.S.A auprès de la Commune de ..... pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération pour la/les phase(s) DIAG, FAISA, PROG, ETUDES, TRAVAUX, RECEPTION.

## Article 2 - Etendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes (cocher dans la case choix) :

TYPE	DESIGNATION DE LA MISSION	CHOIX	TEMPS PREVISIONNEL			COUT TOTAL
			A	B	C	
<b>D</b>	<b>ASS. TECH. EN PHASE ETUDES</b>					
	D1 Rédaction prestations intellectuelles					
	D2 Analyse des candidatures et proposition d'une liste de retenus					
	D3 Analyse des offres de prestations intellectuelles					
	D4 Réunion de lancement MOA/MOE					
	D5 Analyse des rendus MOE de phases (APS à ACT)					
	D6 Ordres de Service (OS)					
	D7 Situations MOE					
	D8 Situations AMO					
<b>E</b>	<b>ASS. TECH. EN PHASE TRAVAUX</b>					
	E1a AMO technique travaux					
	E1b AMO complète travaux					
	E2 Situations MOE					
	E3 Situations AMO					
	E4 Situations TRAVAUX					
<b>F</b>	<b>ASS. TECH. EN PHASE RECEPTION</b>					
	F1 Visite préalable					
	F2 Visite Commissions					
	F3a AMO technique					
	F3b AMO complète					
	F4 DGD et RG					
SOUS-TOTAL						
MAJORATION 10%						
COÛT TOTAL						

*NB : Coûts exprimés en € TTC suivant l'article 5 de la convention cadre. Les missions E1a et E1b ne peuvent pas être choisies simultanément. Il en est de même pour les missions F3a et F3b. Les marchés passés dans le cadre des missions listées ci-dessus le seront entre la « collectivité d'accueil » et les prestataires extérieurs concernés.*

### **Article 3 - Composition du service mis à disposition**

En application de la présente convention, la C.A.S.A met à disposition de la Commune de ..... tous les moyens nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier **...QUALIFICATION ET NOMBRE AGENTS...**, du Service Conduite d'Opérations.

Le Service Conduite d'Opérations pourra solliciter les autres services de la CASA pour leurs expertises sur des problématiques spécifiques, d'ordre technique ou non, telles que les énergies renouvelables, la CVC, etc.

### **Article 4 – Modalités de paiement des frais de fonctionnement du service**

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour **.....OBJET DU PROJET.....** mobilisera le Service Conduite d'Opérations mis à disposition, pour la durée de l'opération, soit **..... mois/années/jours** à compter de la date de la présente convention.

**Le montant prévisionnel des frais de fonctionnement est estimé à ..... €, soit .....EN TOUTES LETTRES....., représentant 10% du coût global prévisionnel selon les dispositions de l'article 4 de la convention cadre.**

Le paiement est effectué à l'issue de chacune des phases définies à l'article 2, suite à l'émission d'un titre de recettes à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

### **Article 5 - Modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage**

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de **XXXX mois**, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

### **Article 6 - Juridiction compétente en cas de litige**

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nice.

**Article 7 : Responsabilités et Assurance**

La Commune doit souscrire une ou plusieurs police(s) d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de la C.A.S.A pendant toute la durée de la présente convention cadre et couvrant la réalisation de l'ensemble des missions visées ci-avant.

A ce titre, une ou plusieurs attestation(s) d'assurance est (sont) transmise(s) par la Commune dans les quinze (15) jours suivant le début d'exécution de la présente convention.

Enfin, il est convenu d'un commun accord qu'en cas de dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres, la responsabilité du Service C.O et/ou la responsabilité individuelle de chaque agent le composant ne pourra être engagée.

En effet, la Commune restant responsable, tous les dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres résultant des actions réalisées dans le cadre de la présente convention-cadre seront pris en charge par son ou ses assurance(s).

Fait en deux (2) exemplaires

Sophia Antipolis, le

**Le Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Le Maire de la Commune de**

**Jean LEONETTI**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 09/10/2017  
Numéro : CC\_2017\_132  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Mise à disposition de services d'assistance à Maitrise d'ouvrage - Convention Cadre  
Matière : 5.7 - Intercommunalite  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : przxhZ0

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 20/10/2017  
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC\_2017\_132-DE

**Acte reçu**

Date : 09/10/2017  
Numéro interne : CC\_2017\_132  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 7  
Objet : Mise ? disposition de services d'assistance ? Maitrise d'ouvrage - Convention Cadre  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 006-240600585-20171009-CC\_2017\_132-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 3  
006-240600585-20171009-CC\_2017\_132-DE-1-1\_2.PDF  
006-240600585-20171009-CC\_2017\_132-DE-1-1\_3.PDF  
006-240600585-20171009-CC\_2017\_132-DE-1-1\_4.PDF